

N'ÉTEIGNEZ PAS LES LUMIÈRES



sur le spectacle vivant

syndeac

PÉTITION

Depuis 20 ans, nous assistons toutes et tous à la bien nommée “crise du service public”. Magistrat·es débordé·es, soignant·es et professeur·es abandonné·e·s, classes et prisons surchargées. Depuis 20 ans nous subissons, par manque de moyens, le délitement des secteurs hospitalier, judiciaire, et éducatif qui garantissaient autrefois la bonne santé de notre démocratie sociale.

Comme les autres secteurs, le service public de l’art et de la culture connaît lui aussi sa “crise”.

Depuis 20 ans, les budgets alloués à la culture et à la création artistique se sont asséchés. Les différentes injonctions et responsabilités qui pèsent sur les professionnel·les du secteur, n’ont fait, quant à elles, que s’accroître. Comment faire plus avec moins ? Comment continuer à créer des spectacles, faire venir plus de publics, initier davantage de médiation avec moins d’argent, moins de personnels, moins de temps ? Mais surtout comment le secteur de la culture peut-il accompagner les mutations de notre société ?

A ce stade peut-on réellement continuer à parler de crise ? de période de troubles limitée ? Une crise aussi longue n’est plus une crise : elle devient l’expression d’une volonté politique.

Nous, compagnies de théâtre, de danse, de cirque, de marionnettes, de musique ; lieux de création, de production et de diffusion ; festivals, faisons aujourd’hui le constat amer du désengagement flagrant de l’État et de certaines collectivités territoriales.

Nous, professionnel·les de la culture, observons inquiets le déni des pouvoirs publics et en premier lieu celui du Ministère de la Culture. Le prétendu retour à la normal post covid est un élément de communication qui ne fait que masquer la gravité de la situation dans laquelle le secteur se trouve : Un arbre qui cache la forêt, le calme avant la tempête. Et comme pour l’école, l’université, l’hôpital ou les prisons, l’innovation, l’entrepreneuriat, le marketing et le métavers ne seront pas les solutions miracles.

A l’heure où les grandes entreprises capitalistes du CAC 40 annoncent des bénéfices records, où 80 milliards de dividendes ont été distribués dans notre pays et où Total affiche un bénéfice à 19 milliards d’euros, nous ne pouvons nous résoudre à intérioriser les discours de récession budgétaire. Redistribuer est un choix politique qui appuie une vision de société. Triste est de constater que les politiques qui nous gouvernent ne le partagent pas.

Où serons-nous dans quatre ans, d’ici la fin du quinquennat de M. Macron, si aucun changement de cap ne se manifeste ? Au moment où les tensions inflationniste et énergétique ne se tarissent guère, où le soutien des collectivités territoriales s’effritent, nous sonnons l’alarme.

Annuler un spectacle, ce n’est pas seulement empêcher 100, 200, 500 personnes de voir une pièce : c’est pousser le premier domino qui viendra fragiliser toute la chaîne de création artistique. C’est supprimer des emplois, précariser des salariés et désavouer la valeur travail. C’est nier la mission émancipatrice d’une culture diverse. C’est révoquer l’essence d’une société démocratique vivante.

Vous le savez toutes et tous, il n’y aura pas de retour en arrière, la déconstruction des services publics sera irréversible si on ne la stoppe pas net, notamment par un refinancement urgent et durable du service public. Nous appelons donc celles et ceux qui refusent ce constat à se mobiliser et à signer cette adresse comme une pétition.

Ensemble, nous demandons au Gouvernement de ne pas éteindre la lumière sur le spectacle vivant !